



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Amérique andine et plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota

En collaboration avec les SE de Lima, de Caracas et de l'antenne du SER à Quito

Semaine du 15 mai 2025

ZOOM : PEROU – LA CHINE, PREMIER PARTENAIRE COMMERCIAL DU PEROU, DIVERSIFIE SES LIENS DEJA IMPORTANTS AVEC LE PAYS

2

Colombie

3

En visite en Chine, Gustavo Petro rejoint les Nouvelles routes de la soie

3

Les exportations augmentent de 5,3 % au T1 2025

3

L'inflation remonte à 5,16 % en g.a. en avril

3

Les *remesas* atteignent 3,1 Md\$ au T1 2025

4

Equateur

4

Les exportations équatoriennes confirment leur tendance à la hausse au T1 2025

4

L'Equateur confirme sa volonté de développer l'énergie nucléaire

4

Guyana

4

En 2025, la part du secteur pétrolier dans le PIB devrait diminuer

4

Les exportations non-pétrolières du Guyana s'élèvent à 1,8 Md\$ en 2024

5

Le Guyana et la Colombie envisagent un mémorandum d'entente pour renforcer leurs liens dans le secteur agricole

5

Pérou

5

La Banque centrale réduit son directeur de 25 pdb, à 4,50 %

5

Le transfert de 14 projets d'infrastructures devrait permettre de générer 1,1 Md\$ d'économies en 2026.

6

Suriname

6

En 2024, les exportations atteignent 2,8 Md\$, et les importations 2,6 Md\$

6

Venezuela

6

Expiration de la Licence Générale 80

6

Les sanctions imposées par les Etats-Unis augmenteraient de 27 % les coûts de production des entreprises industrielles vénézuéliennes

6

Zoom : Pérou – La Chine, premier partenaire commercial du Pérou, diversifie ses liens déjà importants avec le pays

En 2024, la Chine était le principal partenaire commercial du Pérou, représentant 34 % des exportations péruviennes (25,2 Md USD, +9,2 % par rapport à 2023) et 28 % des importations (14,5 Md USD, +14 %). La balance commerciale est excédentaire en faveur du Pérou, en grande partie grâce aux exportations de cuivre et des produits de la pêche, qui représentent 95 % des ventes vers la Chine. Cependant, la structure des échanges entre les deux pays est très asymétrique : alors que les exportations péruviennes sont concentrées sur les minerais et la pêche, les importations chinoises sont beaucoup plus diversifiées, dominées par les technologies informatiques (15 %) et les produits en acier (10 %).

Le partenariat économique entre le Pérou et la Chine s'est approfondi à plusieurs reprises, notamment avec la modernisation de leur accord de libre-échange initialement signé en 2010. **Une première actualisation a été effectuée en 2019, lorsque le Pérou a rejoint les Nouvelles routes de la soie** (projet mené par la Chine visant à développer des infrastructures de transport et de commerce reliant l'Asie, l'Afrique et l'Europe) ; un nouveau protocole d'optimisation a ensuite été signé en novembre 2024, lors du sommet de l'APEC (Asia-Pacific Economic Cooperation) à Lima. Ce protocole a notamment eu pour objectif de renforcer des règles sur la concurrence, le commerce électronique, l'environnement ou les chaînes d'approvisionnement mondiales.

Le Pérou est la deuxième destination des investissements directs étrangers (IDE) chinois en Amérique latine, derrière le Brésil, avec une moyenne annuelle de 1,46 Md\$ entre 2000 et 2024. Cette progression s'inscrit dans une diversification régionale des flux d'IDE chinois, la part du Brésil ayant fortement diminué au profit d'autres pays comme le Pérou. Ainsi, **entre 2020 et 2024, les investissements chinois ont représenté 21 % des IDE au Pérou**. Le secteur minier concentre l'essentiel de ces flux : avec 11,3 Md\$ investis en 2024, la Chine est devenue le premier investisseur minier du pays, contrôlant 99 % de la production de fer et 25 % de celle de cuivre.

La Chine a également pris une importance grandissante dans le secteur des hydrocarbures, par le biais de la CNPC (*China National Petroleum Corporation*, société publique d'exploitation pétrolière), avec près de 2,8 Md\$ d'investissements. De même, le secteur de l'électricité péruvien a attiré de nombreuses compagnies chinoises : à l'heure actuelle, 100 % du marché de la distribution électrique à Lima (et 33 % au niveau national) est détenu par des entreprises chinoises.

Enfin, bien qu'ils aient été historiquement orientés vers les secteurs extractifs, les investissements chinois au Pérou se sont récemment diversifiés vers des secteurs connexes, notamment les infrastructures. **Un exemple emblématique est la construction du méga-port de Chancay**, projet de plus de 3 Md\$ inauguré en novembre 2024 lors du Sommet de l'APEC. Situé au nord de Lima, ce port stratégique vise à devenir un le premier hub logistique transpacifique dans le cadre des Nouvelles routes de la soie.

Colombie

En visite en Chine, Gustavo Petro rejoint les Nouvelles routes de la soie

En visite présidentielle en Chine, **Gustavo Petro a signé un plan de coopération pour rejoindre les Nouvelles routes de la soie.** Ce projet mené par la Chine vise à la création de partenariats stratégiques via le développement des infrastructures de transport, d'énergie et de commerce reliant l'Asie, l'Afrique, et l'Europe – et depuis peu l'Amérique latine. Selon le président, cet accord devrait ouvrir des opportunités d'investissement, de coopération technologique et de développement durable pour les deux pays, tout en réduisant le déficit commercial que la Colombie entretient avec la Chine. La chancellerie colombienne a affirmé que l'accord n'avait pas de caractère contraignant et que chaque projet serait analysé individuellement.

Au cours de sa visite, Petro a également mentionné l'organisation d'un sommet Chine-CELAC (Communauté des États latino-américains et Caraïbes), alors qu'il préside l'organisation multilatérale depuis début avril.

Bien que l'entrée dans les Nouvelles routes de la soie puisse bénéficier à la Colombie, **plusieurs experts ont signalé leurs inquiétudes quant à cet accord.** D'une part, il pourrait accentuer le déficit commercial avec la Chine. D'autre part, cette signature pourrait être perçue comme une provocation vis-à-vis des États-Unis, premier partenaire commercial de la Colombie (la Chine étant le deuxième). La réaction étatsunienne n'a pas tardé : dans un message sur « X », le Département d'État a annoncé que les États-Unis s'opposeraient à tout projet de la BID et d'autres institutions financières internationales en faveur d'entreprises publiques ou contrôlées par le gouvernement chinois en Colombie et tout

autre pays de la région impliqué dans les Routes de la soie.

Les exportations augmentent de 5,3 % au T1 2025

Au T1 2025, les exportations de la Colombie ont atteint 11,9 Md\$, soit 5,3 % de plus qu'à la même période l'année précédente. Les exportations de produits agroalimentaires ont augmenté de +36,9 % en g.a., notamment portées par les ventes de café (+103 %) portées par un double effet prix et volume. Les exportations de produits manufacturés et de produits chimiques ont quant à elles augmenté de +6,8 %, notamment soutenues par les exportations de produits chimiques et connexes (+12 %). Cependant, les exportations de combustibles et produits des industries extractives ont chuté de -14,7 % en g.a. Sur cette période, les États-Unis ont été le premier client de la Colombie, avec 32,3 % de la valeur exportée. Suivent l'Union Européenne (12,9 %), le Panama (11,0 %) et la Chine (4,7 %). Par ailleurs, **en mars, les exportations colombiennes ont connu une augmentation de 12,2 % en g.a.** pour s'élever à 4,3 Md\$ sur le mois.

L'inflation remonte à 5,16 % en g.a. en avril

En avril, l'inflation a atteint 5,16 % en g.a. (vs. 7,16 % en mars 2024), et l'inflation mensuelle s'est élevée à 0,66 %. Ces chiffres marquent une légère augmentation par rapport au mois précédent (5,09 %), et ont contrasté avec les prévisions des analystes, qui anticipaient une baisse en termes interannuels (5,0 %). Les postes ayant connu les plus fortes augmentations mensuelles sont les aliments et boissons non-alcoolisées (+1,1 %) et les logements, eau, électricité et combustibles (+0,74 %). Pour rappel, suite à l'inflation de 5,09 % en mars, le conseil d'administration de la Banque centrale a abaissé son taux directeur de 25 pnb fin avril, à 9,50 % (voir nos précédentes brèves).

Les remesas atteignent 3,1 Md\$ au T1 2025

Ce chiffre marque une augmentation de 16 % par rapport au T1 2024, soit une différence de plus de 400 M\$. Selon le think tank Corficolombiana, si cette tendance se poursuit, les remesas pourraient s'élever à 13 Md\$ en 2025, soit 3,1 % du PIB colombien. Cependant, le montant des remesas perçues au moins de mars est le plus bas du T1 2025 – bien qu'en augmentation de 10,6 % par rapport à mars 2024. Cette légère baisse mensuelle peut s'expliquer par les difficultés qu'ont pu rencontrer les migrants colombiens sans papiers aux Etats-Unis, et par l'incertitude économique aux Etats-Unis du fait du contexte commercial international. En 2024, 54% des remesas en Colombie étaient originaires des Etats-Unis, suivis par l'Espagne (15 %) et le Chili (4 %).

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation en glissement annuel	Ce jour
Bourse (COLCAP)	2,1%	34,7%	1678
Change USD/COP	-2,4%	6,9%	4194
Change EUR/COP	-3,7%	11,5%	4686
Prix du baril (Brent, USD)	0,0%	-20,4%	66,09

Equateur

Les exportations équatoriennes confirment leur tendance à la hausse au T1 2025

Selon les derniers chiffres de la Banque centrale, au T1 2025, les exportations équatoriennes non-pétrolières se sont établies à 7 Md\$, soit 27 % de plus qu'au T1 2024. La balance commerciale non-pétrolière affiche un excédent de 1,6 Md\$, soit une hausse de 171 % par rapport au T1 2024. Les principales destinations des exportations non-pétrolières équatoriennes au T1 2025 restent les Etats Unis (1,7 Md\$, +39 %), suivis de l'Union européenne (1,6 Md\$,

+39 %), et de la Chine (1,2 Md\$, +15 %). Les principaux produits d'exportations sont la crevette (1,8 Md\$, +24 %), le cacao (1,2 Md\$, +164 %), et la banane (1 Md\$, +9,3 %).

L'Equateur confirme sa volonté de développer l'énergie nucléaire

Une délégation de l'Organisme International de l'Energie Atomique (OIEA) s'est rendue à Quito dans le but d'établir une feuille de route en vue d'une possible coopération pour explorer des opportunités de production d'énergie nucléaire en Equateur. Dans ce cadre, un mémorandum d'entente entre l'OIEA et le ministère de l'Energie et des Mines équatorien a été signé pour l'usage civil d'applications nucléaires, ainsi que son insertion dans le Cadre National Programmatique d'Assistance Technique, qui établit les priorités de coopération.

Guyana

En 2025, la part du secteur pétrolier dans le PIB devrait diminuer

En 2025, la part du secteur pétrolier dans l'économie du Guyana devrait légèrement diminuer pour la première fois depuis le début de la production en 2019, passant de 65,1 % du PIB en 2024 à 62,6 % en 2025 – malgré une hausse continue de la production pétrolière. Cette baisse relative s'explique par un ralentissement de la croissance du PIB pétrolier et une forte progression du PIB non-pétrolier, qui devrait atteindre 9,6 Md\$ en 2025. Le projet Yellowtail commencera à produire au second semestre 2025 (avec pour but d'élever la production nationale à 650 000 bpd d'ici 2027) ; mais ses effets sur le PIB sont attendus en 2026. Selon le FMI, la croissance du PIB hors pétrole devrait conserver cette dynamique positive à moyen terme, soutenue par les retombées du secteur pétrolier, l'amélioration des infrastructures et la diversification économique engagée par le

gouvernement. En 2025, le PIB total du Guyana devrait s'élever à 25,8 Md\$, dont 16 Md\$ issu du secteur pétrolier.

Les exportations non-pétrolières du Guyana s'élèvent à 1,8 Md\$ en 2024

Ce montant représente 9 % des exportations totales (19,8 Md\$), alors que les exportations pétrolières se sont élevées à 18 Md\$. Les exportations non-pétrolières sont majoritairement composées de matières premières principales (sucre, riz, bauxite, or et bois), qui ont généré 1,4 Md\$ (78 % du total non-pétrolier).

Alors que le Guyana connaît une croissance à deux chiffres depuis 2020 (année où le pays a commencé à exporter son pétrole), le gouvernement soutient également la croissance des secteurs non-pétroliers, qui a atteint 13,1 % en 2024. Plusieurs partenariats commerciaux sont engagés par le pays (exemple *infra*) dans un but de diversification des exportations, alors que la part du secteur pétrolier dans le PIB pourrait diminuer dans les années à venir (voir *supra*).

Le Guyana et la Colombie envisagent un mémorandum d'entente pour renforcer leurs liens dans le secteur agricole

Le ministre de l'Agriculture du Guyana récemment a rencontré l'ambassadeur de Colombie, lors d'une visite de courtoisie visant à renforcer la coopération bilatérale dans le domaine agricole. À l'issue de cet échange, **les deux parties ont proposé de formaliser leur partenariat à travers un protocole d'accord qui encadrerait de futures collaborations**, notamment une initiative conjointe pour développer le *Cut Rose Project* du Guyana, un projet floricole destiné à créer des emplois et à stimuler la production locale. Le ministre guyanien a exprimé sa reconnaissance pour l'intérêt de la Colombie à approfondir les liens agricoles avec le Guyana, tandis que l'ambassadeur de Colombie a réaffirmé

l'engagement de son pays à travailler en étroite collaboration avec le gouvernement du Guyana.

Pérou

La Banque centrale réduit son directeur de 25 pdb, à 4,50 %

La Banque centrale (BCRP) du Pérou a abaissé son taux directeur de 25 pdb, le portant ainsi à 4,50 %. Ce niveau se rapproche du taux d'intérêt neutre estimé par l'institution. Cette décision s'appuie sur l'analyse de divers indicateurs et projections, et malgré la remontée des anticipations d'inflation dans plusieurs grandes économies, en particulier aux États-Unis, en lien avec les tensions commerciales croissantes. Par ailleurs, la BCRP anticipe un retour de l'inflation annuelle vers le centre de la fourchette cible (2 %) dans les mois à venir. Dans ce contexte, l'institution continue de surveiller de près l'évolution de l'inflation et de ses principaux déterminants, afin d'ajuster, si nécessaire, l'orientation de sa politique monétaire.

Selon les prévisions actuelles, le taux directeur devrait s'établir entre 4,25 % et 4,50 % d'ici la fin de l'année. Une nouvelle baisse du taux au second semestre reste possible, en fonction du rythme de ralentissement de l'activité économique, de la stabilité des indicateurs d'inflation, ainsi que des décisions futures de la Réserve fédérale états-unienne. **Pour mémoire, la croissance reste dynamique au Pérou: en mars 2025, la croissance atteint 4,7 %** en glissement annuel, poussée par les secteurs de la pêche, de l'exploitation minière et de la construction. **Les prévisions pour 2025 sont de l'ordre de 3,2 % pour l'année.**

Le transfert de 14 projets d'infrastructures devrait permettre de générer 1,1 Md\$ d'économies en 2026.

Le ministère de l'Economie et des Finances péruvien a récemment annoncé le transfert de 14 programmes d'infrastructure vers l'Autorité Nationale des Infrastructures (ANIN). Cette dernière a pour mission de piloter des projets d'envergure visant à combler les lacunes en services publics, à favoriser le développement économique et à améliorer la qualité de vie des citoyens. Ce transfert de plusieurs Ministères techniques vers l'ANIN vise à améliorer la gestion des projets et s'inscrit dans une logique de rationalisation de l'État, en réduisant les coûts administratifs auparavant assumés par le ministère. Selon les calculs du gouvernement, ce regroupement devrait permettre de générer des économies de l'ordre de 1,1 Md\$ en 2026, et les économies attendues pour le second semestre 2025 s'élèveraient à environ 680 M\$. Dans le cadre de cette réforme, l'ANIN sera transformée en une unité centrale d'investissement public (« *Unidad Central de Inversión Pública* »), avec pour objectif de centraliser, planifier, coordonner et exécuter plus efficacement des projets dans des secteurs stratégiques tels que la sécurité publique, la santé, l'éducation, les infrastructures routières, l'accès à l'eau potable et l'assainissement.

Par ailleurs, au cours d'un remaniement ministériel ayant eu lieu le 13 mai, Raúl Pérez Reyes a été nommé ministre de l'Économie et des Finances en remplacement de José Salardi.

Suriname

En 2024, les exportations atteignent 2,8 Md\$, et les importations 2,6 Md\$

Les exportations ont augmenté de 10,2 % par rapport à l'année précédente. Cela est principalement dû à l'augmentation en valeur

des exportations d'or (hausse du prix sur les marchés internationaux de +23 % en 2024, malgré une baisse de la production). Les importations ont quant à elles enregistré une hausse de 15,9 %. Cette augmentation est majoritairement due à la hausse des importations de services (+46 %), notamment les importations de services financiers et commerciaux (principalement liés aux projets d'investissements des grandes sociétés minières). Les importations de biens ont quant à elles augmenté de +5 %. Ainsi, en 2024, l'excédent de la balance courante a diminué de -94 %, pour se chiffrer à 9 M\$.

Venezuela

Expiration de la Licence Générale 80

La Licence Générale 80 a expiré le vendredi 9 mai. Elle permettait à certaines compagnies pétrolières de poursuivre leurs activités au Venezuela malgré les sanctions imposées par les Etats-Unis. Elle autorisait uniquement les transactions nécessaires au maintien restreint d'opérations essentielles ou à la fermeture encadrée des activités pour certaines entités présentes dans le pays (comme la sécurité du personnel, la préservation des infrastructures, ou la conclusion de contrats en cours). Par ailleurs, la Licence Générale 41, qui bénéficie à la compagnie pétrolière états-unienne Chevron, arrivera à échéance le 27 mai.

Les sanctions imposées par les Etats-Unis augmenteraient de 27 % les coûts de production des entreprises industrielles vénézuéliennes

Selon une enquête menée par la Confédération vénézuélienne des industriels (Conindustria), 24 % des industriels attribuent aux mesures étatsuniennes une baisse de la demande, et 23 % évoquent une diminution de l'accès aux intrants ou matières premières. Par ailleurs, 20 % des entreprises estiment que ces sanctions entraînent des difficultés

d'accès au financement ou à l'investissement, et 6 % font état de difficultés à importer des machines et des équipements.

En novembre dernier, *Conindustria* avait adressé un appel au président étatsunien réélu, Donald Trump, l'invitant à poursuivre,

lors de son second mandat, le processus d'allègement des sanctions engagé sous l'administration Biden. Malgré cet appel, le Président Trump a mis un terme à la licence octroyée par son prédécesseur à la compagnie pétrolière étatsunienne Chevron.

Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques

	Population (M)	PIB à prix courants (Md USD)	PIB/hab. à prix courants (m USD)	Croissance du PIB (% du PIB)		Compte courant (% du PIB)	Dette publique brute (% du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
	2025 p.	2025 p.	2025 p.	2024	2025 p.	2025 p.	2025 p.	2023	Variation par rapport à 2022	Variation en fin de période, 2025 p.
Bolivie	12,4	56,3	4,5	1,3	1,1	-2,5	92,4	108	+5	15,6
Colombie	53,1	427,8	8,1	1,7	2,4	-2,3	59,7	83	+2	4,1
Equateur	18,1	125,7	6,9	-2,0	1,7	3,4	55,0 (2024)	88	+1	3,4
Guyana	0,8	25,8	32,3	43,6	10,3	8,9	27,7	89	+6	4,2
Pérou	34,4	303,3	8,8	3,3	2,8	1,7	33,7	79	0	2,0
Suriname	0,7	4,5	6,9	3,0	3,2	-34,0	86,6	114	+2	7,4
Venezuela	26,7	108,5	4,1	5,3	-4,0	0	164,2 (2024)	121	0	254,4
Argentine	47,6	683,5	14,4	-1,7	5,5	-0,4	73,1	47	0	20,0
Brésil	213,4	2 126,0	10,0	3,4	2,0	-2,3	92,0	84	+2	5,3
Chili	20,2	343,9	17,0	2,6	2,0	-2,0	43,0	45	0	3,9
Mexique	133,4	1 692,6	12,7	1,5	-0,3	-0,5	60,7	81	+3	3,4